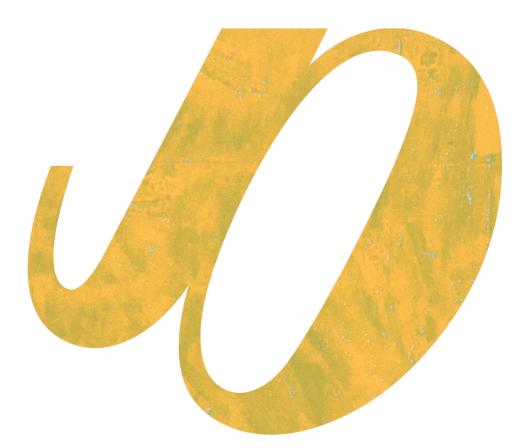
RETOUR SUR

UN VIEUX DÉBAT ENTRE MARXISTES QUI POURRAIT NOURRIR LA RÉFLEXION SUR LE RAPPORT ENTRE ÉTAT ET ASSOCIATIONS

FABIO BRUSCHI



Cette analyse propose une mise en perspective des ambivalences actuelles des rapports du secteur associatif avec l'État à travers la reconstruction du débat, chronologiquement proche mais idéologiquement lointain, entre Louis Althusser et Nicos Poulantzas autour de la question du rapport entre la lutte politique révolutionnaire et l'État. Cette mise en perspective vise à dégager des pistes permettant aux associations de sortir du jeu de miroirs entre la revendication d'une position de contre-pouvoir et l'assomption de logiques de gestion de la population propres à l'État.



Dans cet article, je reconstruirai le débat qui, à la fin des années 1970, a opposé le philosophe Louis Althusser au politologue Nicos Poulantzas autour du rapport qu'une lutte politique à visée révolutionnaire devrait entretenir avec le pouvoir et les appareils d'État. Il me semble que les associations pourraient tirer le plus grand profit des perspectives stratégiques qui s'en dégagent, du moins lorsqu'elles se donnent pour ambition de changer les politiques de l'État, au lieu de simplement contribuer à les appliquer.

Les rapports des acteurs associatifs à l'État sont très variés: on peut identifier des différences de taille entre organisations institutionnalisées ou non, subsidiées ou non, visant à influencer les pouvoirs publics ou non, visant à améliorer le fonctionnement de la société ou à la transformer radicalement. De manière générale toutefois, les associations sont prises entre leur assomption, sous le contrôle de l'État, des fonctions de gestion, soutien, orientation et représentation de la population que l'État tend de plus en plus à externaliser et leur positionnement comme des nœuds de contre-pouvoir à distance de l'État¹. Cette ambivalence découle de leur centralité au sein de la sphère publique moderne, dont la fonction historique a été de permettre à la bourgeoisie d'asseoir son hégémonie à travers la transformation, en partie réelle et en partie illusoire, d'un intérêt de classe en un intérêt général par l'ouverture d'un espace reconnu de contrôle et de critique citoyenne de l'État².

Le débat entre Althusser et Poulantzas s'inscrit dans un contexte profondément différent du nôtre: celui du début de la crise d'un mouvement ouvrier (à la fois communiste et social-démocrate) qui était encore dans une certaine mesure porteur, au niveau idéologique, politique et économique, d'une perspective alternative au système capitaliste. Je ne pourrai pas dans le cadre de cet article construire toutes les médiations qui seraient nécessaires pour proposer une traduction terme à terme du débat par rapport aux enjeux actuels du secteur associatif. J'espère toutefois que cet article pourra constituer une sorte de « mise en abîme », à partir d'une époque chronologiquement proche et pourtant idéologiquement lointaine, des ambivalences des stratégies associatives face à l'État.

Nous allons d'abord présenter l'idée poulantzienne selon laquelle toute lutte politique doit se situer sur le terrain de l'État afin de transformer le

<sup>1</sup> Sur cette ambivalence du secteur associatif, voir, entre autres, Zalzett Lily, Fihn Stella, Te plains pas, c'est pas l'usine! L'exploitation en milieu associatif, Le Mas d'Azil, niet!éditions, 2020, pp. 21-27.

<sup>2</sup> Sur cette fonction de la sphère publique, les références fondamentales sont Habermas Jürgen, L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Paris, Payot, 1978; Fraser Nancy, «Repenser la sphère publique: Une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement», Qu'est-ce que la juste sociale?, Paris, La Découverte, 2011.

rapport de force au sein de ses appareils en faveur des classes populaires. Nous identifierons alors le risque d'instrumentalisation des luttes sociales qui en découle, pour proposer ensuite, avec Althusser, une perspective stratégique basée sur un renouvellement de l'idée de double pouvoir. À partir de cette idée, il sera possible d'envisager des formes de lutte politique qui s'approprient certaines fonctions de l'État en les transformant afin de renforcer un pouvoir citoyen autonome au lieu du pouvoir d'État.

## TRANSFORMATION DE L'ÉTAT OU ANTI-ÉTAT?

Selon Poulantzas, «[l]'État capitaliste (...) ne doit pas être considéré comme une entité intrinsèque mais (...) comme un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe »3. Cette idée vise à remettre en question deux conceptions classiques de l'État: celle selon laquelle l'État serait extérieur aux luttes sociales en général car il assurerait une médiation neutre entre les intérêts de différents groupes sociaux, et celle selon laquelle l'État serait imperméable aux luttes des groupes dominés car il serait un simple instrument au service des classes dominantes. Selon Poulantzas, l'État est inscrit dans un champ économique où le rapport de force est structurellement favorable aux classes bourgeoises, de sorte qu'il n'est jamais un médiateur neutre. C'est pourquoi on peut le considérer, suivant Friedrich Engels, comme le « capitaliste collectif »: « l'État moderne n'est (...) que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés »4. Mais c'est précisément pour cette raison que l'État n'est pas un simple instrument au service des classes dominantes : afin d'assurer la reproduction de la société capitaliste dans son ensemble, il peut, notamment sous la pression des luttes sociales, s'opposer dans une certaine mesure aux impératifs immédiats de l'accumulation du capital qui iraient à l'encontre de cette reproduction. De cette idée, Poulantzas déduit qu'il est possible pour les classes dominées d'investir l'État afin de modifier le rapport de forces qui s'y cristallise et, par-là, les structures du champ social dans son ensemble.

Cela implique une conception particulière de ce qu'on entend par « lutte politique » : « les luttes populaires (...) débordent de loin l'État : mais pour autant qu'elles sont (et celles qui le sont) proprement politiques, elles ne lui sont pas réellement extérieures » 5. Aux yeux de Poulantzas, l'État est donc le terrain de la politique : « les luttes populaires, sous leurs aspects

<sup>3</sup> Poulantzas Nicos, L'État, le Pouvoir, le Socialisme, Paris, P.U.F., 1978, p. 140.

<sup>4</sup> Engels Friedrich, Anti-Düring, Paris, Éditions sociales, 1973, p. 315.

<sup>5</sup> Poulantzas N., L'État, le Pouvoir, le Socialisme, op. cit., p. 155.

politiques, se situent (...) sur le terrain de l'État »<sup>6</sup>. Cela signifie qu'une lutte n'est politique – c'est-à-dire porteuse d'un pouvoir social réel – que pour autant qu'elle parvient à transformer les rapports de force au sein de l'État, c'est-à-dire la structure, le fonctionnement et la fonction du pouvoir et des appareils d'État.

Cette perspective conduit Poulantzas à remettre radicalement en question la stratégie du double pouvoir :

Prendre le pouvoir d'État signifie que se soit déployée une lutte de masse telle qu'elle modifie le rapport de forces interne aux appareils d'État qui sont, eux-mêmes, le champ stratégique des luttes politiques. Alors que pour la stratégie de type double pouvoir, la modification décisive du rapport de forces ne se joue pas au sein de l'État, mais entre l'État et le deuxième pouvoir, cet anti-État qu'on suppose situé radicalement hors État, entre l'État et les masses supposées extérieures à l'État.

Poulantzas fait remonter à Lénine l'idée du double pouvoir: «la ligne principale de Lénine ne fut pas originellement un quelconque étatisme autoritaire [mais] celle d'une substitution radicale de la démocratie dite formelle par la démocratie dite réelle, de la démocratie représentative par la seule démocratie directe dite conseilliste »8. Le rôle-clé dans la conception léniniste du double pouvoir est joué par la figure des soviets : les conseils des ouvriers, des paysans et des soldats qui s'imposent en Russie pendant la révolution de 1917 comme des organes d'autogouvernement populaire à différentes échelles. Lénine n'a donc pas d'abord pensé aux soviets comme à un deuxième État en puissance, mais comme à un «anti-État» œuvrant au dépérissement de l'État, car il considérait que c'est dans l'extériorité par rapport à la forme-État, par la constitution d'une autre forme de pouvoir politique, que le renversement du rapport de forces entre classes pourrait se produire. Selon Poulantzas, cette extériorité est toutefois un mythe, comme le confirme l'étatisation des soviets qui a suivi la Révolution d'Octobre : le deuxième pouvoir peut certes être le tremplin pour conquérir le pouvoir d'État, mais, loin de faire dépérir l'État, il est réduit au « nouvel » État lorsque ce dernier est établi. Le reproche que Poulantzas adresse à Althusser est précisément de vouloir reproposer « la solution léniniste originelle » : « Le parti ne peut ainsi que se situer radicalement hors État, œuvrant comme anti-État à la constitution du deuxième pouvoir (soviets) qui se substituera au premier (destruction de l'État) »9.

Lorsqu'il s'agit de penser la dimension politique du travail associatif, on pourrait se demander si l'on ne fait pas face à une alternative similaire

<sup>6</sup> Poulantzas N., Repères, hier et aujourd'hui: textes sur l'État, Paris, Maspero, 1980, p. 173.

<sup>7</sup> Poulantzas N., L'État, le Pouvoir, le Socialisme, op. cit., p. 285

<sup>8</sup> Ibid., p. 279.

<sup>9</sup> Poulantzas N., Repères, op. cit., pp. 172-173.

entre, d'une part, la tentative de déployer une lutte qui modifie le rapport de forces interne à l'État et, d'autre part, la tentative de constituer un anti-État œuvrant au dépérissement de l'État.

## UNE INSTRUMENTALISATION DES LUTTES SOCIALES?

Il faut maintenant préciser qu'Althusser considère, lui aussi, que les luttes des masses populaires peuvent affecter le rapport de force interne à l'État, comme en témoignent, par exemple, la reconnaissance des partis et syndicats communistes, ou le code du travail<sup>10</sup>. Il insiste toutefois sur les effets de l'encadrement de ces luttes par l'État, encadrement qui aboutit par exemple à diviser la lutte des classes entre lutte économique et politique et, ce faisant, à attribuer à ces luttes une seule forme légitime (et relativement peu nuisible) – la lutte politique étant, pour les masses, tendanciellement réduite aux élections; la lutte économique (la grève, par exemple) n'étant, quant à elle, reconnue que pour autant qu'elle porte sur des revendications d'ordre professionnel<sup>11</sup>. En d'autres termes, si Poulantzas a raison de penser que les classes populaires peuvent investir l'État, il faut aussi ajouter qu'elles ne le peuvent qu'en adhérant aux formes de lutte que l'État autorise. C'est pourquoi, selon Althusser, « soutenir que l'État est "par définition traversé par la lutte des classes", c'est prendre ses désirs pour la réalité »<sup>12</sup>.

Il faut également reconnaître que Poulantzas n'ignore pas les problèmes suscités par la conception de l'État comme « traversé » par la lutte des classes. Il estime en effet qu'

[i]l serait faux (...) de conclure que la présence des classes populaires dans l'État signifierait qu'elles y détiennent, ou qu'elles pourraient à la longue y détenir, sans transformation radicale de cet État, du pouvoir. (...) Même dans le cas d'un changement du rapport des forces et de modification du pouvoir d'État en faveur des classes populaires, l'État tend, à plus ou moins long terme, à rétablir, parfois sous nouvelle forme, le rapport de forces en faveur de la bourgeoisie.

Il s'ensuit que « [l]'action des masses populaires au sein de l'État est la condition nécessaire de sa transformation, mais ne saurait suffire » <sup>13</sup>. Poulantzas reconnaît ainsi l'importance pour les masses populaires « de maintenir et déployer en permanence des foyers et des réseaux à distance de ces appareils: mouvements de démocratie directe à la base et réseaux autogestionnaires » <sup>14</sup>.

<sup>10</sup> Cf. Althusser L., Sur la reproduction, Paris, P.U.F., 2011, p. 131, 139, 199.

<sup>11</sup> Cf. ibid., p. 132, 155-156.

<sup>12</sup> Althusser Louis, «Marx dans ses limites», Écrits philosophiques et politiques, tome I, Paris, Livre de Poche, 1999, p. 448.

<sup>13</sup> Poulantzas N., L'État, le Pouvoir, le Socialisme, op. cit., p. 157.

<sup>14</sup> Ibid., p. 168-169.

L'idée selon laquelle ce serait néanmoins sur le terrain de l'État que ces initiatives doivent se situer pour se traduire en un pouvoir social réel marque toutefois la limite de cette reconnaissance de la nécessité d'une extériorité des luttes des masses populaires par rapport à l'État:

Les partis eurocommunistes, ou «socialistes» au sens poulantzien, devraient maintenir ces instances perpétuellement à *l'extérieur* des pratiques politiques, tout en utilisant leur présence menaçante pour accroître leurs propres marges d'action à l'intérieur des lieux «officiels» de la décision politique. (...) [C]ette position (...) rend impossible de se poser des questions à l'égard d'une *transformation de la politique* qui ne se limiterait à en modifier les structures actuelles, mais qui oserait remettre en question les lieux de sa «production», le statut de ses acteurs, qui en proposerait finalement un changement *au niveau même de sa définition*<sup>15</sup>.

C'est à une même instrumentalisation des luttes sociales que risquent de s'atteler les associations si elles considèrent l'État comme le terrain de la politique, c'est-à-dire si elles se considèrent simplement comme le relai de la population auprès des appareils d'État, accroissant ainsi leurs propres marges d'action dans les lieux officiels de la décision politique, et, vice-versa, comme le relai de l'État vers la population, servant de courroie de transmission des décisions politiques. C'est pourquoi il me semble du plus haut intérêt pour le travail associatif de se pencher sur la proposition d'une « nouvelle pratique de la politique » que formule Althusser.

## VERS LE DOUBLE POUVOIR

Cette nouvelle pratique de la politique devrait viser non pas à traduire sur le terrain de l'État les luttes populaires, mais à transformer les initiatives populaires en un pouvoir autonome, de manière à ce que les masses se réapproprient les fonctions de l'État en les transformant, ce qui permet d'entamer le processus de son dépérissement. En d'autres mots, on opère un « renversement tendanciel du rapport entre l'initiative des masses et leur assujettissement, ou plutôt leur manipulation »<sup>16</sup>.

L'attention à l'*initiative des masses* est une pièce essentielle de la proposition althussérienne des années 1970. À l'encontre des organisations communistes qui, au cours du XXe siècle, ont eu tendance à identifier dans les masses le sujet de l'histoire – la classe ouvrière, par exemple – pour prétendre le représenter dans les appareils d'État, c'est-à-dire pour s'auto-légitimer en tant qu'appareils d'État<sup>17</sup>, Althusser considère qu'il faut être

<sup>15</sup> Cavazzini Andrea, Crise du marxisme et critique de l'État, Archives du GRM, le année, 16 février 2008, URL: https://grm.hypotheses.org/267.

<sup>16</sup> Balibar Étienne, «Interrogativi sul "partito fuori dallo Stato" », in Discutere lo Stato. Posizioni a confronto su una tesi di Louis Althusser, Bari, De Donato, 1978, p. 284, nous traduisons.

<sup>17 «</sup>Considérez froidement les appels du [Parti communiste français] aux "masses". Qu'est-ce que

à l'écoute des initiatives des masses, sans prétendre savoir à l'avance d'où elles viennent et où elles vont, et les aider à

s'organiser de manière autonome, sous des formes originales, dans les entreprises, les quartiers, les villages, autour des questions de l'habitat, de l'école, de la santé, des transports, de l'environnement, etc., pour définir et défendre leurs revendications, d'abord pour préparer l'avènement de l'État révolutionnaire, ensuite pour le soutenir, le stimuler et le contraindre en même temps à "dépérir" 18.

C'est la constitution d'un tel pouvoir autonome que Marx et Lénine avaient tenté de réfléchir:

[C]e que Marx et Lénine (...) avaient en vue [en parlant de la dictature du prolétariat], et ils parlaient sur la base des expériences concrètes de la Commune de Paris et de la Révolution bolchevik, c'était la prise en charge, par les masses organisées, d'une part de plus en plus grande des fonctions de l'appareil d'État, c'est-à-dire, car c'est là le point important, la transformation de ces mêmes fonctions par leur prise en charge<sup>19</sup>.

Pour qu'un tel horizon puisse se déployer, il faut toutefois, nous semblet-il, abandonner une idée qui était centrale dans la proposition léniniste du double pouvoir, et qui justifie la crainte de Poulantzas qu'une stratégie de double pouvoir n'aboutisse à soumettre à nouveau les soviets à l'État, soit-il « prolétarien ». Il s'agit de l'idée, que Lénine met en avant pour des raisons historiques qu'on ne peut pas explorer ici, selon laquelle la situation de double pouvoir constitue *une période transitoire, de courte durée*, qui précède l'insurrection et la prise du pouvoir d'État, à la suite de laquelle les soviets devraient devenir l'institution où les masses apprennent à administrer l'État et à organiser la production. Cet apprentissage devait certes viser le dépérissement de l'État, mais a abouti à la transformation des soviets dans les appareils du nouvel État socialiste.

On peut toutefois se demander si, sous certaines conditions, il ne serait pas possible et souhaitable de développer une situation de *double pouvoir de longue durée*, qui maintienne ouverte la différence entre le pouvoir d'État et une autre forme de pouvoir politique. Il est intéressant de relever qu'Alberto Toscano est revenu sur une telle idée à partir d'un ouvrage écrit peu avant le débat entre Althusser et Poulantzas, à savoir les *Trentatré lezioni su Lenin* de Toni Negri. Dans cet ouvrage, il est justement question de dé-

les "masses" ? Quelque chose d'insaisissable pour cet appel, car les "masses" ne s'appellent pas; c'est le chien qui répond à la voix de son maître; car, dans cet "appel", les masses ne sont qu'une sorte de validation transcendantale, un objet qui n'existe que pour faire exister cet appel. Dans ce jeu cruel, la bourgeoisie a gagné. Elle a "inventé" la classe ouvrière; mieux encore, elle a fait "inventer" une classe ouvrière par ceux qui étaient chargés de la représenter» (Edelman B., La légalisation de la classe ouvrière, tome 1 : L'entreprise, Paris, Christian Bourgeois, 1978, p. 192).

18 Althusser L., 22e congrès, Paris, Maspero, 1977, pp. 36-37.

<sup>19</sup> Althusser L., Les vaches noires, Paris, P.U.F., 2016, pp. 266-267.

passer la position de Lénine vers un « déploiement sur une longue période de la dualité du pouvoir »<sup>20</sup>, qu'il appelle « conseillisme de masse ». Toscano propose alors de repenser ce déploiement sous la forme d'un « double biopouvoir » compris comme « la tentative collective de s'approprier politiquement les dimensions de la reproduction sociale que l'État et le capital ont abandonnés ou rendus insupportablement exclusifs », comme celles qui concernent l'alimentation, le logement, la santé, la mobilité, etc. Cette tentative permettrait « de penser le démantèlement des formes et relations sociales capitalistes sans compter sur la prémisse d'une rupture politique dans les opérations du pouvoir, sans attendre "le jour d'après", la prise ou "évaporation" de l'appareil répressif »<sup>21</sup>.

D'après cette perspective, il serait possible de repenser les rapports possibles entre le fait associatif et le processus révolutionnaire: en affirmant non pas qu'il reviendrait aux associations de « faire la révolution », mais que les associations pourraient contribuer à enclencher des processus qui préparent, jusque dans la vie quotidienne de la population, le « jour d'après » (qu'il s'agisse par ailleurs de l'« après » de la révolution, ou bien d'une crise ou d'une catastrophe, ou encore des trois en même temps), parce que, comme le dit Althusser, « il y a des temps qui se chevauchent, l'un en avance, l'autre en attente. Quelque chose peut commencer avant la révolution, qui va être ensuite l'effet de la révolution »<sup>22</sup>.

En laissant à chacun-e le loisir de juger, par-delà les quelques pistes dont nous avons parsemé cet article, la pertinence d'une traduction de ce débat par rapport aux enjeux actuels du secteur associatif, j'espère qu'une telle perspective pourra du moins contribuer à ce que les associations pensent leur travail comme proprement politique sans pour autant intérioriser les exigences de la forme-État.

<sup>20</sup> Negri Antonio, Trentatré lezioni su Lenin, Roma, Manifestolibri, 2004 [1972-73], p. 152.

<sup>21</sup> Toscano Alberto, «After October, Before February», in F. Jameson, An American Utopia. Dual Power and the Universal Army, S. Žižek (éd.) London-New York, Verso, 2016, p. 228, nous traduisons.

<sup>22</sup> Althusser Louis, Les vaches noires, op. cit., pp. 266-267.